



Résolution de soutien à la lutte des travailleurs.euses et de la jeunesse en France

Genève, le 18 décembre 2019

Défense du système des pensions par répartition

Le gouvernement Macron veut dynamiser l'une des grandes conquêtes des travailleurs.euses français, son système public des pensions avec ses 42 régimes spéciaux.

Le mouvement vers la grève général qui a démarré le 5 décembre s'est constitué à partir de la RATP, la SNCF, l'enseignement, la santé, les raffineries et dans de nombreuses entreprises du secteur privé (métallurgie, chimie, grande distribution...).

Le mouvement des grèves en cours, maintenant depuis plus de dix jours, revêt un caractère bien particulier et exemplaire à nos yeux : des milliers d'assemblées votent la reconduction de la grève et dans de nombreux cas elles élisent des comités de grève qui intègrent les organisations syndicales.

L'extension du mouvement est la réponse apportée par des millions de travailleurs.euses à l'invitation-provocation du gouvernement Macron-Philippe à « négocier » cette contre-réforme.

Nous assistons au sein même des syndicats à un combat pour le respect du mandat entre ceux qui sont favorables à des « journées d'action » pour améliorer le projet et ceux qui considèrent que seule la grève jusqu'à son retrait est à l'ordre du jour.

Cette grève en défense du système public des pensions par répartition, organisée depuis la base matérialise la convergence des luttes rassemblant dans la rue syndicats, travailleurs, gilets jaunes et la jeunesse. Nous saluons la volonté exemplaire des salariés.ées et des jeunes qui veulent faire reculer Macron en contrôlant leur mouvement.

En France, comme en Espagne, au Chili, au Brésil... ou en Suisse les systèmes de pensions par répartition sont les cibles du capital financier et des gouvernements à sa solde.

Nous saluons le combat de la classe ouvrière et de la jeunesse française qui cherchent à surmonter les obstacles qui se dressent contre leur mobilisation unitaire pour la défense de leurs droits et des conquêtes sociales et démocratiques.

L'Assemblée des Délégués de la Communauté genevoise d'action syndicale (faîtière des syndicats du secteur public et du privé à Genève, CGAS) adresse son message de soutien et de fraternité à toutes organisations syndicales engagées dans le mouvement de grève et aux salariés.ées en lutte.